

### *Le budget*

nisaient pas des hausses de taxes, mais une réduction des dépenses.

Cela met deux problèmes en lumière. Le premier, c'est que beaucoup de Canadiens ne savent probablement pas ce que sont les dépenses gouvernementales. Le deuxième, c'est qu'un pourcentage appréciable des personnes qui me font part de leurs impressions demandent habituellement d'imposer les coupes aux autres et pas à eux.

Le premier problème relève apparemment d'un manque de communication et il pourrait facilement être réglé. Le deuxième concerne vraisemblablement l'attitude. Malheureusement, il n'est pas aussi facile de changer les attitudes. Les Canadiens ont été habitués à compter sur l'aide du gouvernement, du berceau à la tombe. Ils semblent croire que d'une manière ou d'une autre, le gouvernement a accès à des sommes illimitées pour les aider.

Que pouvons-nous faire? Nous avons rejeté les demandes de compressions globales de 5, 10, 15 ou 20 p. 100. Nous avons choisi la modération dans la plupart des cas. Dans ce budget, notre sixième, nous gardons l'attitude de responsabilité financière qui a déjà fait ses preuves. Notre démarche est lente et pénible, mais elle est sûre et elle n'impose pas de souffrances indues à qui que ce soit. Nous administrons les finances gouvernementales de façon responsable.

Que les électeurs de ma circonscription de Fraser Valley-Est, tous les Canadiens et tous les députés sachent qu'il serait imprudent de procéder à des compressions globales de 5 à 10 p. 100, aussi tentant que cela puisse paraître. C'est tout aussi vrai quand il s'agit de dépenser. Il ne serait pas raisonnable de continuer à dépenser sans compter. Il faut réaliser un équilibre.

Cet équilibre nous a été offert dans le budget. Le ministre a subi des pressions des deux côtés. Il faut conserver les programmes et tenir les engagements. Le ministre et le gouvernement ont subi les pressions exercées par ceux qui demandent des compressions budgétaires. Les dépenses doivent être diminuées. Ils ont aussi subi les pressions exercées par ceux qui voudraient davantage de dépenses, pourtant ils persévèrent.

Il est possible de réaliser l'équilibre nécessaire pour tenir les engagements et pour faire des dépenses raisonnables. Le ministre des Finances et le gouvernement sont déterminés à ce que nous suivions la meilleure voie. Nous avons vu cette détermination dans les cinq derniers bud-

gets et nous la constatons à nouveau dans celui-ci. Nous y trouvons une réponse sérieuse à un problème grave. Le gouvernement doit se montrer discipliné tout en faisant preuve de compassion. Il s'agit ici d'une dette nationale et pas seulement fédérale. C'est pourquoi le gouvernement a demandé aux provinces d'assumer leur part de responsabilité. Encore une fois, nous entendons les critiques crier au scandale.

Il n'est pas présomptueux de demander aux provinces de s'en tenir pendant deux ans au niveau actuel pour le financement des programmes établis, de continuer à limiter à 5 p. 100 l'augmentation au titre du Régime d'assistance publique du Canada, de renoncer à certains projets ou de prendre des décisions de gestion, y compris la privatisation. Non, c'est raisonnable sans l'ombre d'un doute. Nous nous sommes engagés à l'égard de certains programmes et cet engagement demeure, mais nous sommes aussi confrontés à un grave problème d'endettement que nous devons résoudre sous peine de voir fortement diminuer notre capacité à tenir nos engagements.

• (1840)

Pourtant, on présente des amendements qui condamnent le gouvernement. C'est grotesque. Il n'y a pas d'augmentation d'impôt dans le budget, pourtant, on nous blâme d'avoir augmenté le fardeau fiscal des Canadiens dans ce budget. Évidemment, on parle ici de la TPS, qui remplacera une taxe de vente fédérale archaïque et pernicieuse actuellement appliquée.

Nous avons imposé des limites et la gestion a été renforcée. On nous reproche d'avoir abandonné les soins de santé, l'enseignement postsecondaire, les anciens combattants et le développement régional. Nous refusons de nous ingérer dans la politique de taux d'intérêt de la Banque du Canada et on nous blâme.

Nous agissons avec prudence, et on nous en fait le reproche. C'est renversant! Au lieu de jeter l'argent par les fenêtres, nous accordons des contributions remboursables, régime qui s'est révélé très fructueux au ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest. Les députés disent aussi que nous renions nos engagements au chapitre du développement régional.

Il semble que seuls les députés d'en face soient en train de renier quelque chose. Ils renient tout sens commun.

Je ne puis oublier que les néo-démocrates veulent nous blâmer de ne pas avoir assuré la protection de l'environnement. Qu'ils attendent jusqu'à ce que le mi-